

Délibération n° 2024-54
Cartographie des risques budgétaires et comptables - plan d'action 2024-2025

Le Conseil d'Administration de l'université des Antilles, dans sa séance du 4 juillet 2024, sous la présidence de Monsieur le Professeur Michel GEOFFROY, Président de l'université des Antilles,

Vu le livre VII du code de l'Education,
Vu les statuts de l'université des Antilles,

A délibéré :

Après s'être assuré du quorum, suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'université demande aux membres du conseil d'administration de procéder au vote.

Il s'agit d'approuver le plan d'action 2024-2025 établi sur la base de la cartographie des risques budgétaires et comptable.

Résultat du vote :

Membres en exercice : 30	Pour : 22
Membres présents et représentés : 22	Contre : 0
Membres n'ayant pas pris part au vote : 0	Abstention : 0

La cartographie des risques budgétaires et comptables pour l'année 2024-2025 et le plan d'action prévisionnel CIC-CIB 2024-2025, conformément aux annexes sont approuvés à l'unanimité des membres présents et représentés du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Pointe-à-Pitre, le 5 juillet 2024

Le Président de l'Université des Antilles

Pr. Michel GEOFFROY

Modalités de recours contre la présente délibération :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce, dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission à la rectrice, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Cartographie des risques financiers et comptables - UA - 2024/2025

Thématiques	Risques encourus	Causes	Niveau de risque actuel (Cf échelle des risques en annexe)	Service concerné	Commentaires
Budget	Soutenabilité financière	Fiabilisation des données	1	DAF / AC	L'absence de visibilité, de certains justificatifs ou le retard des notifications ministérielles lors de la création des budgets peut entraîner des estimations budgétaires éloignées du CF
	Problèmes liés à l'exécution et au suivi	Absence d'agents en charge du CICB, Organigramme polaire avec une autonomie renforcée	1	CI/DAF / Pilotage	Les composantes liées aux pôles ne bénéficient pas du contrôle de l'exécution de leur budget par les pôles - pas de formalisation
	Absence de gestion pluriannuelle	Déficit de visibilité sur les différents PPI, absence de suivi efficient sur les conventions (dont projets de recherche)	2	DPI/DSIN/ DAF/DIREV	Le pilotage est impacté par l'absence de visibilité pluriannuelle
	Suppression de la fongibilité asymétrique	Déficit de visibilité sur l'utilisation de la Masse Salariale lors de l'élaboration du BI	3	RH/DAF	A ce stade, L'absence de fongibilité engendrerait une impossibilité à engager les dépenses obligatoires de l'UA (marchés publics, électricité...)
ChorusPro	Dégradation des relations avec les fournisseurs, retards de paiements	Evolutions règlementaires: Petites entreprises locales et acteurs internationaux non familiers avec Chorus (phénomène amplifié par l'insularité)	1	AC	Certains fournisseurs refusent de travailler avec l'UA à cause des procédures de paiement et des lenteurs de paiement
Trésorerie	Insuffisance de trésorerie, risques d'erreurs, défaut d'anticipation	Déficit de pilotage de la trésorerie, seuil de trésorerie à respecter	2	AC	La trésorerie actuellement confortable ne doit pas être un prétexte à l'absence d'un pilotage efficient
Recettes	Non perception de recettes	Absence de facturation, absence de service facturier	2	AC/Ordonnateurs	Factures datant de plus de 4 ans ou factures dont le fournisseur n'est pas relancé par l'ordonnateur pour son paiement
	Soutenabilité financière	Non encaissement de RP prévues au niveau budgétaire	2	DAF / AC	Impact direct sur le budget en cours ou régularisation sur l'exercice budgétaire suivant (budget négatif) et sur le compte financier
	Diminution des RP	Irrecouvrabilité des factures	2	Ordonnateurs	Pas ou peu de suivi au sein des composantes, acteurs non formés ou non sensibilisés
Dépenses	Dégradation de l'image de l'UA auprès des partenaires	Procédures internes contraignantes	2	DAF/DGS/AC	Demandes de conventions dès le 1er euro, gestion d'unichorus, manque d'agents dédiés, procédures internes non actualisées
	Pénalités/retard de paiement	Délais trop longs pour le paiement de certaines factures, absence de SF, absence de suivi de l'ordonnateur	2	Ordonnateurs	Les SF ne sont pas toujours réalisés en temps et en heure, le délai de traitement de certaines factures validées par l'ordonnateur est trop important, pas de service contrôlant les retards de paiement
	Surcharge de travail	Services sans RA (sans délégation de signature), défaut de formation de l'ordonnateur ou centralisation des dépenses	1	DAF	Certaines dépenses sont concentrées sur un faible nombre d'agents au niveau de l'ordonnateur
	Missions: délimitation du périmètre ordonnateurs/comptable	La gestion des délais de remboursements des frais de missions et des justificatifs nécessaires	2	DAF/AC	Rejet de certaines missions faute de délimitation du périmètre entre le comptable et l'ordonnateur
	Irrégularité de la procédure d'engagement	Absence de mise en concurrence, achats réalisés sans BDC (signature de contrats sans BDC préalable), absence	2	Ordonnateurs	Pas de contrôle avant l'engagement de la dépense sur les plafonds d'engagements ou la disponibilité des crédits
TVA erronée	Absence de la gestion de la TVA à 8,5% dans JEFYCO	2	DSIN	Problème propre aux Antilles, Jelyco n'est pas paramétré pour la TVA à 8,5%. Certains fournisseurs appliquent automatiquement 20%.	
Marchés publics	Erreurs de types de marchés publics	Pas d'agent ressource pour l'élaboration du cahier des charges, manque d'experts en rédaction de marchés publics	3	DGS/RH	Un seul agent dédié au service des marchés en central et aucun au niveau polaire pour l'établissement des cahiers des charges des pôles et composantes
	Hausse des coûts d'achats liée à une politique d'achats non coordonnée	RIAP non actualisé	1	DAF	RIAP et GAOM à réactualiser
	Coûts des marchés supérieurs aux prévisions	Défaut de précisions sur l'estimation des besoins et des coûts générant les problèmes de seuils et absence de cartographie des achats	2	DPI/DAF/ Ordonnateurs	Nombreux avenant sur les marchés de travaux
	Délais non respectés générant des pénalités financières	Déficit de visibilité sur les dates de renouvellement et de fin des marchés	1	DAF	Pas de calendrier, actualisés régulièrement, disponibles pour les ordonnateurs pour les marchés publics en cours d'exécution à l'UA
Masse Salariale	Soutenabilité financière	Absence de visibilité sur l'attérissement lors de l'élaboration du BI et du BR1	2	DRH/DAF	Pas d'échanges entre DAF et RH sur la projection annuelle de la MS
	Difficultés de recrutement des vacataires	Délai de versement des rémunérations trop élevé	2	DRH/AC / DGS	Pilotage des HC et gestion des provisions
	Déficit comptable	Gestion budgétaire a posteriori	2	DRH/DAF/DGS	La paye est incorporée dans le logiciel de gestion budgétaire (JEFYCO) après sa réalisation et ne permet pas de projections précises
Recherche et conventions pluriannuelles	Non perception de recettes	Pas de demande d'avances produites par les chargés de projets. Problèmes récurrents sur le titrage brut des recettes et sur leur rattachement à la bonne OPE	3	DIREV/ Porteurs de projets / DAF	Les porteurs de projets ne sont pas toujours sensibilisés aux procédures administratives et financières
	Dépenses inéligibles	Défaut de contrôle des dépenses avant leur validation par l'ordonnateur	3	DIREV/ Porteurs de projets / DAF / DGS	Peu de vérification sur l'éligibilité des dépenses, engagements validés peu de temps avant l'échéance de la convention
	Non remboursement de dépenses	Pas de production de documents contractuels (rapports scientifiques, rapports d'étapes, rapports financiers...) ou dépenses inéligibles	3	DIREV / Ordonnateurs / DAF / AC	Absence de contrôle et absence de suivi administratif et financier pendant la durée de vie du projet
	Insincérité budgétaire	Absence de PPI Recherche	2	Porteurs de projets / RAF composantes / DIREV	Problème de reports et d'ouverture des crédits
	Soutenabilité financière	Pluriannualité des dépenses incohérentes avec les prévisions budgétaires	2	DIREV/ Porteurs de projets / DAF	Reports de crédits et incohérences budgétaires, coûts supportés par le FDR de l'établissement et non par le bailleur
Immobilisations et comptabilité	Image infidèle du patrimoine	Inventaires patrimoniaux obsolètes et non contrôlés physiquement	2	AC	Pas de personnel dédié à la gestion physique de l'inventaire
	Passif comptable surévalué	Amortissements en cours malgré durée d'amortissement expirée ou sorties d'inventaire non effectuées	2	AC	Idem
	FDR mobilisable tronqué	Reprises sur provisions ou sur amortissements non optimisées et non maîtrise des PPI	2	AC / Ordonnateur principal /DAF	Le prélèvement sur FDR n'est pas suffisamment optimisé et présence d'un risque de cavalerie budgétaire

1	Risque faible
2	Risque modéré
3	Risque élevé

Plan d'action synthétique CIC-CIB - UA - 2024/2025

Processus	Risques à traiter en priorité	Actions à mettre en œuvre	Service concerné
Budget	* Suivi et exécution budgétaire	Renforcement des effectifs centraux (Recrutement CICB) et réorganisation des effectifs au niveau polaire	DAF/DRH/DGS
	* Disparition de la fongibilité asymétrique	Mise en place d'un pilotage de la MS dès le BI	DRH
	* Absence de gestion pluriannuelle	Sensibilisation des acteurs concernés, formations si nécessaires	DSIN/DPI/DIREV/DAF
ChorusPro	* Dégradation des relations avec les fournisseurs et délais de paiement	Sensibilisation des partenaires	DAF / Ordonnateurs
Trésorerie	* Gestion du pilotage de la trésorerie	Créer un tableau de gestion de la trésorerie mensuel	AC
Recettes	* Non perception des recettes	Création d'un service recettes (à l'instar du service facturier)	AC/DGS
	* Diminution des RP et soutenabilité budgétaire	Sensibilisation des acteurs du terrain (pôles et composantes) pour relancer les débiteurs - mise en place de procédures par le service recettes	Ordonnateurs / DGS
Marchés publics	* Absence de marchés publics	Renforcer la cellule des marchés publics et mettre en place des contrôles sur la quantité des dépenses par catégories d'achats	DAF / CI / DRH
	* Hausse des coûts liés aux achats avec et sans marchés	Actualiser le RIAP, mise en place de contrôles sur l'estimation des coûts	DAF / CI
	* Défaut de communication sur les marchés publics	Mise en place d'un communication trimestrielle concernant l'achat public à l'UA	DAF
Dépenses	* Dégradation de l'image de l'UA auprès des fournisseurs	Mise en place des nouvelles procédures internes et de formations afin de fluidifier la chaîne de la dépense (à voter en CA)	DAF/DGS/AC
	* Délais de traitement des missions	GAOM à réactualiser et proposer au CA en 2024 et renforcer le service des missions avec une redéfinition du circuit de la procédure	DAF / DRH
	* Problèmes liés à la TVA	Intervention de la DSIN auprès du fournisseur concerné (Cocktail)	DSIN
	* Irrégularités concernant les procédures d'engagements	Mise en place de contrôles internes	CI
Masse Salariale	* Détérioration des relations avec les vacataires	Améliorer le pilotage et la qualité des données, mise en place de paiements semestriels	DRH/DSIN/ Ordonnateurs
	* Déficit comptable et soutenabilité financière	Pilotage efficient de la MS au niveau RH et mise en place d'une prévision budgétaire annuelle dès le BI	DRH
Recherche et conventions pluriannuelles	* Non perception des recettes	Sensibilisation des porteurs de projets et mise en place de mesures à l'encontre de ces derniers et de leur laboratoire de rattachement	Direv / AC / DAF
	* Non remboursement des dépenses	Mise en place de contrôles en amont des dépenses, procédure formalisée à faire voter en CA et sensibilisation des porteurs de projets	Direv / AC / DAF / Ordonnateurs
Immobilisations et comptabilité	* Passif comptable surévalué et image infidèle du patrimoine de l'UA	Recrutement d'un agent dédié aux immobilisations pour la réalisation d'un inventaire physique complet permettant d'assainir le CF de l'UA	AC / DRH
	* FDR mobilisation imprécis	Retracer l'ensemble des recettes fléchées non utilisées sur les 4 derniers exercices	AC / Ordonnateur